

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 décembre 2018

PLF POUR 2019 - (N° 1490)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 188

présenté par

Mme Firmin Le Bodo, M. Bournazel, M. Guy Bricout, M. Christophe, M. Dunoyer, M. Gomès,
M. Ledoux, Mme Magnier, Mme Sanquer et M. Zumkeller

ARTICLE 18 QUINQUIES

I. – À l’alinéa 3, substituer au mot :

« navires »

les mots :

« des biens, ainsi que des travaux nécessaires à leur installation ».

II. – En conséquence, procéder à la même substitution à l’alinéa 4.

III. – En conséquence, à l’alinéa 5, après le mot :

« biens »,

insérer les mots :

« ainsi que des travaux nécessaires à leur installation ».

IV. – En conséquence, à l’alinéa 6, procéder à la même insertion après la première occurrence du même mot.

V. – En conséquence, après l’alinéa 9, insérer les neuf alinéas suivants :

« I *bis*. – Les entreprises soumises à l’impôt sur les sociétés ou à l’impôt sur le revenu selon un régime réel d’imposition qui prennent en charge la construction d’un bien mentionné au 1° du I du présent article ou prennent en charge l’installation des biens éligibles à bord d’un navire existant peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 30 %, hors frais financiers, de la valeur d’origine de l’équipement et des travaux et services associés nécessaires à son installation.

« Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition qui prennent en charge la construction d'un bien mentionné au 2° du I du présent article ou prennent en charge l'installation des biens éligibles à bord d'un navire existant peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 25 %, hors frais financiers, de la valeur d'origine de l'équipement et des travaux et services associés nécessaires à son installation.

« Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition qui prennent en charge la construction d'un bien mentionné au 3° ou au 4° du I du présent article ou prennent en charge l'installation des biens éligibles à bord d'un navire existant peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 20 %, hors frais financiers, de la valeur d'origine de l'équipement et des travaux et services associés nécessaires à son installation.

« Cette déduction fiscale peut se faire dans le cadre d'un contrat commercial signé entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2021 visant à la propulsion à l'hydrogène, au gaz naturel liquéfié ou à toute autre propulsion décarbonnée d'un navire.

« Cette déduction est répartie sur les périodes des exercices comptables des entreprises concernées par cette installation des équipements à bord du navire et jusqu'à leur mise en service constatée par l'armateur et certifiée par le bureau de certification référent.

« Les entreprises éligibles selon les critères mentionnés au I qui signent un contrat commercial avec les entreprises mentionnées au I *bis* peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à :

« 35 %, hors frais financiers, de la valeur des biens mentionnés au 1° du I ;

« 30 %, hors frais financiers, de la valeur des biens mentionnés au 2° du I ;

« 25 %, hors frais financiers, de la valeur des biens mentionnés aux 3° et 4° du I ».

VI. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à introduire une modification permettant de faire également bénéficier des mesures d'incitation à l'accélération de la transition énergétique du transport maritime les chantiers navals présents sur le territoire français.

En effet, les constructeurs de navires propulsés aux énergies dites « propres » permettant de réduire significativement la pollution liée au transport maritime constituent des maillons essentiels à la réalisation de la transition énergétique.

De plus, la disposition proposée encouragerait la construction de navires en France, accélérant ainsi l'émergence de pôles d'excellence et d'un savoir-faire dans la construction de navires « durables » au sein des chantiers navals français.

Cette évolution vise aussi à structurer une réduction fiscale plus réaliste et équilibrée qui porterait uniquement sur la valeur des équipements et des travaux nécessaires à leur installation plutôt que sur la valeur des navires.

Enfin, cette évolution permettrait de préserver intégralement le dispositif déjà prévu visant à favoriser la transition énergétique du secteur maritime et d'en renforcer l'efficacité ; une dimension industrielle vient en effet parfaire le cadre législatif existant dans la perspective du développement de l'emploi et de l'économie sur le territoire français.